

Rapport de gestion
Compte financier 2021
Présenté au Conseil d'administration du 11 Mars 2022

Sommaire :

I - Exécution budgétaire des dépenses 2021 des AE/CP – Niveau global

II - Exécution budgétaire des dépenses 2021 des AE/CP – Niveau Composantes et services centraux

III - Exécution des recettes

IV - Emplois et masse salariale

V – Indicateurs financiers

Le rapport de gestion est un document établi par l'ordonnateur faisant état de l'exécution budgétaire durant l'année civile au regard des crédits votés de l'exercice concerné. Il accompagne l'annexe et les états comptables établis par l'agent comptable ainsi que les tableaux budgétaires GBCP établis conjointement par l'ordonnateur et l'agent comptable. L'université étant soumise à la certification de ses comptes, un rapport est établi et présenté au C.A. par les commissaires aux comptes.

L'ensemble de ces documents constitue le compte financier et répond aux prescriptions réglementaires du décret GBCP de 2012 relatif aux nouvelles règles budgétaires et comptables qui ont rénové l'approche budgétaire et financière des opérateurs de l'Etat avec :

- La tenue d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, permettant à l'établissement de suivre la dette contractée à l'égard d'un tiers depuis sa naissance (**autorisation d'engagement**) jusqu'à son règlement (**crédit de paiement ou décaissement**). En matière de recettes, la comptabilité budgétaire enregistre la recette après rapprochement de l'encaissement effectif au titre émis et traduit ainsi l'impact en trésorerie (**encaissement**). En revanche, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense dès **la constatation** de cette dette sans attendre le décaissement effectif et les opérations de recette dès la constatation du **droit acquis** envers un tiers par l'émission d'un titre de recettes déconnecté de son recouvrement effectif.
- L'approche **pluriannuelle** de la comptabilité budgétaire permettant de distinguer dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP) et d'adapter la reprogrammation de crédits en fonction de l'avancée des projets ou travaux. Cette dimension prospective permet ainsi d'améliorer le pilotage budgétaire afin de maîtriser les engagements pluriannuels pris et les crédits de paiements annuels à décaisser en fonction des capacités de financement.
- La prise en compte de la **soutenabilité budgétaire** au regard des équilibres financiers et des disponibilités de la trésorerie.

I- Exécution budgétaire des dépenses 2021 des AE/CP – Niveau global

Au niveau des dépenses, la GBCP distingue pour chaque crédit budgétaire, d'une part les Autorisations d'Engagement (AE) susceptibles d'impacter plusieurs années et d'autre part les Crédits de Paiement (CP) limitant le montant des paiements sur un seul exercice concerné.

L'exécution des crédits durant l'exercice 2021 est marquée par la reprise progressive des activités suite aux effets de la crise sanitaire qui ont ralenti de façon sensible l'exécution budgétaire durant l'année 2020.

Ainsi, au niveau de l'ensemble de l'établissement, 99% des autorisations d'engagement (AE) et 95% des crédits de paiement (CP) ont été consommés. On constate par conséquent un niveau d'exécution en progression par rapport aux taux observés en 2020 soit 91% (AE) et 92% (CP). Toutefois, si le taux de consommation des crédits en AE est très satisfaisant pour chacune des 3 grandes enveloppes (Fonctionnement, Personnel et investissement), celui des CP reste à améliorer.

Les crédits non consommés s'élèvent 4,2 M€ avec un taux d'exécution de 79% (fonctionnement) et à 3,5 M€ avec un taux de réalisation de 66% (investissement)

Concernant les crédits de personnel, l'exécution des CP relatifs à la masse salariale 2021 se caractérise par un taux de 99% contre 98% en 2020. On peut noter, comme chaque année, un écart d'environ de 2,5 M€ entre le montant réalisé en CP et celui constaté en comptabilité générale soit respectivement 124,9 M€ et 122,5 M€.

Cet écart correspond aux modalités de calcul propres à chacune des 2 comptabilités puisque les CP enregistrent toutes les dépenses décaissées sur l'année 2021 mêmes celles qui relèvent de l'exercice précédent alors que la comptabilité générale constate uniquement les dépenses rattachées à l'exercice 2021.

I-A- Niveaux d'exécution des crédits AE / CP 2021 par enveloppes

Le tableau suivant illustre le niveau d'exécution des enveloppes budgétaires en AE/CP :

Enveloppes	AE prévus	AE exécutés	CP prévus	CP exécutés	Taux exécution AE	Taux exécution CP	Solde AE	Solde CP
Fonctionnement	21 528 651	21 265 070	20 497 443	16 243 061	99%	79%	263 581	4 254 382
Personnel	125 712 597	124 995 244	125 712 597	124 995 244	99%	99%	717 353	717 353
S/Total	147 241 248	146 260 314	146 210 040	141 238 305	99%	97%	980 934	4 971 736
Investissement	19 561 658	18 524 146	10 169 210	6 698 329	95%	66%	1 037 512	3 470 881
S/Total	166 802 906	164 784 460	156 379 250	147 936 633	99%	95%	2 018 446	8 442 617

Comme les années précédentes, l'année budgétaire 2021 se caractérise par une sous-exécution des crédits en CP de fonctionnement et investissement avec 8,4 M€ de crédits disponibles. Plusieurs raisons expliquent cette situation :

- Une part importante des engagements des crédits se fait le dernier trimestre de l'année civile correspondant ainsi au début des activités du premier trimestre de l'année universitaire. Aussi, faute d'anticipation des commandes, beaucoup d'engagements se font quelques semaines ou quelques jours avant la fermeture de l'université durant les vacances de fin d'année ;
- Le circuit des dépenses est marqué par des lourdeurs imposant plusieurs étapes et tâches de vérification et validation qui engendrent des délais de traitement plus longs notamment au dernier trimestre de l'année. Aussi, la multitude des acteurs intervenants dans la chaîne de dépenses et le nombre important des lignes budgétaires compliquent le traitement des engagements, des services faits et des factures impactant la qualité de rattachement des crédits à l'exercice et les délais de paiement.
- La fermeture durant 2 semaines des vacances de fin d'année de l'agence comptable et des services financiers ne permet pas le traitement des services faits et des factures qui arrivent en quantité en fin d'année. Cette situation engendre ainsi des retards de paiement et un nombre important de rattachement des crédits à l'exercice ce qui complique aussi la clôture des comptes impactée par des retards et des risques d'erreur au regard de la qualité comptable et budgétaire.
- Concernant l'enveloppe d'investissement, la majorité des crédits concerne des opérations pluriannuelles de travaux qui découlent de procédures de marchés publics imposant des procédures et des plannings plus longs et parfois difficiles à prévoir et à maîtriser.

I-B- Evolution des crédits consommés AE / CP 2021 - 2020 par enveloppes

Enveloppes	Variation. AE prévus	Variation. AE exécutés	Variation. CP prévus	Variation. CP exécutés	Var. % AE exécutés	Var. % CP exécutés
Fonctionnement	1 603 069	6 264 155	377 307	1 573 152	42%	11%
Personnel	3 376 654	4 960 118	3 376 654	4 960 118	4%	4%
S/Total	4 979 723	11 224 273	3 753 960	6 533 270	8%	5%
Investissement	8 481 831	13 550 055	72 312	1 365 614	272%	26%
S/Total	13 461 554	24 774 328	3 826 272	7 898 883	18%	6%

On constate ainsi des niveaux d'exécution de crédits qui augmentent de 18% en AE et 6% en CP soit respectivement de 3,8 M€ et 7,9 M€ en valeur. En fonctionnement, la variation est encore plus significative avec +42% en AE et +11% en CP et s'explique pour l'essentiel par la particularité de l'année 2020 marquée par les effets de la crise sanitaire qui ont ralenti beaucoup d'activités. Ainsi, le montant des crédits de fonctionnement exécutés l'année 2021 qui s'élève à 16,2 M€, retrouve en grande partie le montant total consommé en 2019 soit 17 M€.

Concernant l'enveloppe d'investissement, la variation est plus marquante avec +272% (+13,5M€) en AE et +26% (+1,4M€) en CP et qui s'explique par la montée en charge des grandes opérations pluriannuelles de travaux notamment avec les actes d'engagement des marchés publics. Ainsi, sur 19,6 M€ d'AE prévus en 2021, 18,5 M€ ont été engagés dont 17 M€ concernent les opérations patrimoniales relatives à 3 grands axes de travaux :

- Travaux de performance et de rénovation énergétique des bâtiments pour 11.6 millions ;
- Travaux de restructuration, aménagement des bâtiments pour 4.2 millions ;
- Travaux d'entretien divers et de mise en sécurité, d'accessibilité pour 1.2 millions.

Concernant les crédits de personnel, l'exécution budgétaire est marquée par une progression de 4%, soit + 4,9 M€ par rapport à 2020. Les explications sont données ci-après dans la partie du présent rapport concernant le emploi et masse salariale.

II- Exécution budgétaire 2021 des AE/CP - Niveau Composantes et services centraux

II - A - Les composantes

1) Dépenses de fonctionnement - AE- Composantes

UB	Composantes	AE Prévus	AE Exécutés	Taux réalisé	Montant Disponible
901	Arts	120 895	119 654	99%	1 241
902	Droit	26 518	25 976	98%	542
903	EriTes	104 591	103 985	99%	606
904	Textes et sociétés	3 471	3 471	100%	0
905	LLCE- LEA	22 533	22 533	100%	0
906	STN	47 136	43 895	93%	3 241
907	Psycho	4 058	4 058	100%	0
908	SEPF	13 044	12 750	98%	294
910	IEE	52 624	47 365	90%	5 259
911	IFG	105 790	105 363	100%	427
912	CuCom	116 969	114 584	98%	2 385
913	SDL	11 658	5 100	44%	6 558
914	AES EG	41 686	37 767	91%	3 919
920	IED	78 820	73 713	94%	5 107
931	PUV	85 000	84 207	99%	793
940	RECHERCHE	1 894 108	1 799 898	95%	94 210
960	SCD	1 000 750	997 244	100%	3 506
970	IUT TTREMBLAY	576 000	575 115	100%	885
971	IUT MONTREUIL	937 839	937 198	100%	641
Total		5 243 490	5 113 876	98%	129 614

Les AE prévus en fonctionnement sont consommées à 98%. Elles correspondent ainsi à la quasi-totalité des besoins exprimés et prévus. Seules 6 composantes sur les 19 ont exécuté leurs AE à hauteur moindre que le taux moyen de 98%.

2) Dépenses de fonctionnement – CP - Composantes

Composantes		CP Prévus	CP Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
901	Arts	124 664	101 716	82%	22 947
902	Droit	27 561	11 728	43%	15 832
903	EriTes	119 598	75 127	63%	44 471
904	Textes et Sociétés	10 000	3431	34%	6 569
905	LLCE- LEA	24 700	14 769	60%	9 930
906	STN	99 500	41 610	42%	57 890
907	Psycho	18 000	7 146	40%	10 854
908	SEPF	20 250	6 164	30%	14 085
910	IEE	57 326	29 830	52%	27 496
911	IFG	127 827	61 886	48%	65 941
912	CuCom	107 220	63 272	59%	43 948
913	SDL	11 100	2 716	24%	8 384
914	AES EG	62 382	49 437	79%	12 946
920	IED	218 820	116 006	53%	102 814
931	PUV	88 743	88 743	100%	0
940	RECHERCHE	3 038 939	1 803 252	59%	1 235 687
960	SCD	1 014 050	961 612	95%	52 438
970	IUT TREMBLAY	450 000	301 240	67%	148 760
971	IUT MONTREUIL	828 338	633 155	76%	195 183
Total		6 449 018	4 372 844	68%	2 076 174

Contrairement aux AE réalisés à 98%, les CP de fonctionnement concernant les composantes sont consommés à 68%. Ils représentent 27% de l'enveloppe de fonctionnement de l'établissement. Les taux d'exécution varient de 24% à 100% selon les composantes avec un total de crédits disponibles de 2 M€ qui représentent 49% des crédits non consommés au niveau de l'établissement. Les raisons de la sous-consommation des CP sont soulignées plus haut.

Crédits consommés de fonctionnement au niveau des composantes

- Recherche : 41%
- SCD : 22%
- IUT : 21%
- Autres : 16%

3) Dépenses d'investissement - AE - Composantes

UB	Composantes	AE Prévus	AE Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
901	Arts	105 709	102 233	97%	3 476
902	Droit	6 158	6 158	100%	0
903	EriTes	51 772	50 772	98%	1 000
904	Textes et sociétés	1 000	-	0%	1 000
905	LLCE- LEA	8 000	7 881	99%	119
906	STN	75 856	62 377	82%	13 479
907	Psycho	6 830	1 298	19%	5 533
908	SEPF	17 000	7 862	46%	9 138
910	IEE	26 380	25 670	97%	710
911	IFG	47 187	17 913	38%	29 274
912	CuCom	40 751	40 751	100%	-
913	SDL	9 425	-	0%	9 425
914	AES EG	10 863	10 863	100%	-
920	IED	147 000	30 711	21%	116 289
931	PUV	5 500	4 687	85%	813
940	RECHERCHE	380 681	222 517	58%	158 164
960	SCD	75 000	74 540	99%	460
970	IUT TTREMBLAY	33 127	9 001	27%	24 126
971	IUT MONTREUIL	277 700	134 751	49%	142 949
Total		1 325 940	809 986	61%	515 954

Les AE d'investissement sont consommées à 61% avec un disponible de 0,5 M€ sur 1,3 M€ prévus. Une des raisons de ce faible taux est liée aux commandes de matériel informatique qui n'ont pas pu être engagées en raison d'une part du renouvellement du marché préparé avec l'accord cadre de l'AMUE qui a pris du retard et d'autre part, des délais de livraison impactés par la situation économique internationale.

La notification tardive aux composantes des crédits d'apprentissage explique aussi cette situation de sous-consommation.

4) Dépenses d'investissement – CP- Composantes

Composantes		CP Prévus	CP Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
901	Arts	123 323	123 323	100%	0
902	Droit	6 406	6 406	100%	0
903	EriTes	55 922	55 922	100%	0
905	LLCE- LEA	8 000	6 279	78%	1 721
906	STN	143 950	47 162	33%	96 788
907	Psycho	12 000	7 658	64%	4 342
908	SEPF	17 000	9 000	53%	8 000
910	IEE	28 965	26 147	90%	2 818
911	IFG	48 547	4 592	9%	43 955
912	CuCom	65 701	65 701	100%	0
913	SDL	9 425		0%	9 425
914	AES EG	13 863	12 014	87%	1 850
920	IED	287 000	53 394	19%	233 606
931	PUV	5 500	2 373	43%	3 127
940	RECHERCHE	396 193	243 138	61%	153 055
960	SCD	75 000	73 415	98%	1 585
970	IUT TREMBLAY	70 000	36 873	53%	33 127
971	IUT MONTREUIL	277 700	88 809	32%	188 891
Total		1 644 495	862 205	52%	782 290

Les CP d'investissement concernant les composantes sont consommés à 52%. Ils représentent 12% de l'enveloppe d'investissement de l'établissement. Les taux d'exécution varient de 9% à 100% selon les composantes avec des crédits disponibles de 0,7 M€ soit 23% des crédits non consommés au niveau de l'établissement.

Crédits consommés d'investissement au niveau des composantes

- Recherche : 28%
- Arts : 14%
- IUT : 14%
- SCD : 9%
- Autres : 35%

5) Dépenses de personnel – Composantes

Composantes		CP Prévus	CP Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
901	Arts	97 204	94 479	97%	2 725
902	Droit	8 588	6 553	76%	2 035
903	EriTes	8 266	7 024	85%	1 242
904	Textes et sociétés	38 532	38 532	100%	0
905	LLCE- LEA	50 498	50 498	100%	0
906	STN	14 669	14 668	100%	1
907	Psycho	5 466	5 466	100%	0
908	SEPF	3 790	3 783	100%	7
910	IEE				
911	IFG	27 600	18 516	67%	9 084
912	CuCom	8 812	8 811	100%	1
913	SDL	1 682	1 681	100%	1
914	AES EG				
920	IED	1 879 202	1 879 202	100%	0
940	RECHERCHE	1 742 445	1 328 164	76%	414 281
960	SCD	103 644	103 643	100%	1
970	IUT TREMBLAY	548 320	548 319	100%	1
971	IUT MONTREUIL	885 987	885 987	100%	0
Total		5 424 704	4 995 797	92%	429 378

Les crédits de personnel concernant les composantes sont consommés à 92%. Ils représentent 4% de l'enveloppe personnel de l'établissement. Les taux d'exécution varient de 67% à 100% selon les composantes avec des crédits disponibles de 0,4 M€ soit 60% des crédits non consommés au niveau de l'établissement.

Crédits consommés de personnel au niveau des composantes

- IED: 38%
- Recherche : 27%
- IUT : 29%
- Autres : 6%

II - B - Les services centraux

1) Dépenses de fonctionnement des services centraux - AE

Services Centraux	AE Prévus	AE Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
DGS	1 084 758	1 084 758	100%	0
Services Communs	864 319	864 319	100%	0
DSI	936 468	936 468	100%	0
Direction Vie étudiante	1 867 222	1 867 222	100%	0
Direction Formation	393 748	393 748	100%	0
DIPEFAS	428 677	428 677	100%	0
Logistique	4 112 655	3 987 621	97%	125 034
Patrimoine	5 642 639	5 639 297	100%	3 342
DPABF	794 583	794 583	100%	0
Organes Institutionnels	8 945	8 945	100%	0
CNIS	151 147	151 147	100%	0
Total	16 285 162	16 156 786	99%	128 376

Les AE sont consommées quasiment à 100% correspondant ainsi aux besoins exprimés et crédits prévus.

Seule la logistique n'a pas pu engager ses crédits restants pour un dépassement des délais validant l'engagement en fin d'année.

2) Dépenses de fonctionnement des services centraux - CP

Services centraux	CP prévus	CP exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
DGS	1 100 563	1 048 793	95%	51 770
Services Communs	1 276 291	856 703	67%	419 588
DSI	850 111	850 111	100%	0
Direction Vie de campus	2 239 334	1 772 161	79%	467 173
Direction Formation	513 168	324 227	63%	188 941
DIPEFAS	453 569	376 135	83%	77 434
Logistique	4 132 049	3 734 670	90%	397 379
Patrimoine	2 366 979	2 181 850	92%	185 129
DPABF	1 024 583	547 500	53%	477 083
Organes Institutionnels	27 000	9 173	34%	17 827
CNIS	181 190	168 894	93%	12 296
Total général	14 164 837	11 870 217	84%	2 294 621

Les CP de fonctionnement sont consommés à 84% avec un disponible de 2,3 M€. Ils représentent les 2/3 de l'enveloppe fonctionnement de l'établissement qui s'explique par la centralisation et

mutualisation des dépenses transversales de l'université. Les taux d'exécution varient de 34% à 100% selon les directions.

3) Dépenses d'investissement - AE

Services Centraux	AE Prévus	AE exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
DGS	44 290	42 716	96%	1 574
Services Communs	42 962	36 684	85%	6 278
DSI	467 381	440 929	94%	26 452
Direction Vie de campus	269 479	28 186	10%	241 294
Direction Formation	83 725	72 583	87%	11 142
DIPEFAS	33 000	16 241	49%	16 759
Logistique	143 039	57 231	40%	85 808
Patrimoine	17 083 218	17 009 835	100%	73 383
DPABF	63 723	6 419	10%	57 304
Organes Institutionnels	1 500		0%	1 500
CNIS	3 400	3 336	98%	64
Total général	18 235 718	17 714 160	97%	521 558

Les AE d'investissement sont consommées à 97% avec un disponible de 0,5 M€ sur 18,2 M€ prévus. Toutefois, compte tenu du fort montant des AE du Patrimoine réalisé à 100%, le niveau des consommations est variable selon les directions.

A noter, les AE concernant la DVC comportent principalement les crédits de la CVEC et ont fait l'objet de virements de crédits après BR pour un montant d'1 M€ au profit de la direction du patrimoine. Ce virements effectués en urgence en fin d'année se justifient pour honorer les actes d'engagement des marchés de travaux qui devaient être notifiés avant la fin de l'année. Ces crédits de la CVEC prélevés en 2021 sont remis à la DVC au budget initial 2022 pour 1,1 M€.

4) Dépenses d'investissement des services centraux - CP

Services Centraux	CP Prévus	CP Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
DGS	39 866	38 292	96%	1 574
Services Communs	44 253	26 966	61%	17 287
DSI	419 919	419 919	100%	-
Direction Vie étudiante	1 323 156	105 324	8%	1 217 832
Direction Formation	89 010	77 353	87%	11 657
DIPEFAS	33 000	15 416	47%	17 584
Logistique	308 179	199 316	65%	108 863
Patrimoine	5 942 823	4 944 441	83%	998 382
DPABF	424 436	5 760	1%	418 676
Organes Institutionnels	1 500		-	1 500
CNIS	3 400	3 336	98%	64
Total	8 629 541	5 836 123	68%	2 793 418

Comme pour les composantes, les CP d'investissement sont consommés à un taux moindre que celui des AE soit respectivement de 68% contre 97%. Seule la DSI a exécuté 100% de ses CP prévus. On peut constater le faible taux d'exécution de la DVC dont les crédits relèvent en majorité de la CVEC. Les AE comme les CP relatifs aux dépenses d'investissement liées à la CVEC font donc état d'un disponible de 1,2 M€

5) Dépenses de personnel des services centraux -

Services Centraux	CP Prévus	CP Exécutés	Taux réalisé	Montant disponible
DGS	1 862 459,50	1 819 878,75	98%	42 581
Services Communs	584 642,62	457 305,35	78%	127 337
Direction Vie étudiante	496 712,13	432 084,22	87%	64 628
Direction Formation	993 933,56	993 932,81	100%	1
DIPEFAS	513 598,20	490 745,91	96%	22 852
CNIS	48 015,68	45 099,48	94%	2 916
Total	4 499 361,69	4 239 046,52	94%	260 315

Les crédits de personnel concernant les services centraux sont consommés à 94% et représentent 3% de l'enveloppe personnel de l'établissement.

Les taux d'exécution varient de 78% à 100% selon les directions avec des crédits disponibles de 0,3 M€ soit 36% des crédits non consommés au niveau de l'université.

III- Exécution des recettes encaissées

UB	Général	Recettes prévues	Recettes encaissées	taux réalisé	Solde Prévu / réalisé
900	SCSP	126 501 126	128 187 688	101%	1 686 562
900	SERVICES CENTRAUX	15 129 122	18 498 684	122%	3 369 562
901 à 914	UFR	184 774	265 778	144%	81 004
920	IED	3 362 043	3 257 108	97%	-104 935
931	PUV	90 000	96 981	108%	6 981
940	RECHERCHE	3 234 774	3 057 838	95%	-176 936
960	SCD	10 000	6 132	61%	-3 868
970	IUT TREMBLAY	498 000	262 073	53%	-235 927
971	IUT MONTREUIL	1 272 033	1 284 643	101%	12 610
Total		150 281 872	154 916 925	103%	4 635 053

La subvention pour charges de service public représente 83% des recettes réalisées. Elle augmente de 2,5M€ entre 2020 et 2021 en raison notamment de subventions exceptionnelles dans le cadre de l'accompagnement de la trajectoire financière de la masse salariale et d'un complément au titre de la prolongation de durée des contrats doctoraux impactés par la crise

sanitaire. Les autres subventions publiques représentent 8% et enfin les recettes propres constituent 9% des ressources.

Au titre des recettes de fonctionnement, l'évolution constatée est de 3,1% (+4,6 M€) engendrée principalement par la subvention pour charges de service public. Cette évolution globale traduit des disparités avec des baisses sensibles concernant les ressources propres en particulier. Le tableau suivant liste les principaux postes de recettes encaissées :

	2017	2018	2 019	2 020	2021	Variation 2021/2020	
						Montant	%
Dotations de l'Etat	122 600 335	125 734 890	122 346 204	125 730 029	128 190 778	2 460 749	2%
Autres Subventions	871 785	2 141 839	4 375 607	3 717 374	5 055 284	1 347 001	36%
Subventions d'exploitation	123 472 120	127 876 729	126 721 811	129 447 403	133 280 652	2 725 592	3%
Taxe d'apprentissage	449 380	440 734	525 108	268 742	215 067	-53 674	-20%
Formation Continue	3 160 511	2 724 771	2 764 211	2 959 725	2 218 259	-741 486	-25%
Droits inscription	1 706 234	3 562 388,17	3 390 647	3 623 748	3 273 318	-350 430	-10%
Redevances	5 052 001	3 134 955,15	3 544 599	3 338 333	3 744 942	406 609	12%

La collecte de la taxe d'apprentissage baisse de 20% entre 2021 et 2020 en raison des effets de la crise sanitaire mais aussi en raison de la réforme mise en place en 2019.

La Contribution de Vie Etudiante et de Campus versée en 2021 s'élève à 1 404 K€ contre 1 378k€ en 2020.

Les recettes propres encaissées baissent de 12% par rapport à celles encaissées en 2020, soit 1,689 M€ de diminution.

IV - Emplois et masse salariale

	CF 2020	CF 2021	variation
Emplois Plafond global	1 591	1 636	3%
Dépenses MS globale	120 035 126	124 995 244	4%

En termes d'emploi, le pourcentage d'évolution progresse globalement de 3% (+46 etpt). Concernant l'ensemble des charges de personnel, elles évoluent de 4% (+4,96 M€).

IV-A - Les emplois :

Les emplois de l'université exprimés ci-dessous en ETPT¹ (équivalent temps plein travaillé) sont financés principalement par l'Etat et pour une faible part sur ressources propres.

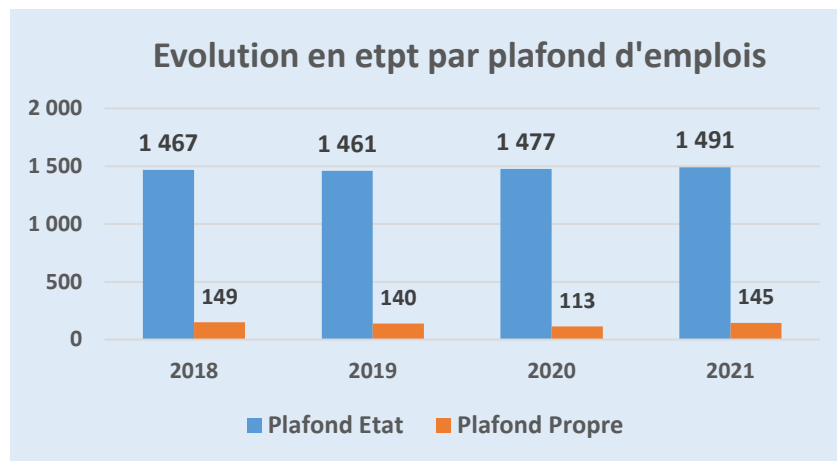
Le plafond global des emplois est de 1 636 ETPT (cf. Tableau 1 – autorisations emplois).

91% des emplois sont financés par la dotation de l'Etat avec un plafond limitatif de 1 531 Etpt (notification définitive 2021).

¹ L'ETPT est l'unité de décompte dans laquelle sont exprimés à la fois les plafonds d'emplois et les consommations de ces plafonds. Ce décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année. Les vacataires ne sont pas inclus dans l'analyse en ETPT.

Les effectifs sont financés sur ressources propres, conventions et appels à projets, issus principalement de la recherche, de la formation et de l'IED à hauteur de 9%.

Plafond	Statut	Population	2018	2019	2020	2021	Evolution sur 4 ans
Etat	ENS	Titulaires	719	721	703	706	-1,8%
		Contractuels	187	163	177	200	7,0%
	BIATSS	Titulaires	473	466	463	452	-4,6%
		Contractuels	89	111	135	134	50,7%
s/total			1 467	1 461	1 477	1 491	1,6%
Propre	ENS	Contractuels	30	37	41	50	66,3%
	BIATSS	Contractuels	119	102	72	95	-20,1%
s/total			149	140	113	145	-2,5%
total P8			1 616	1 601	1 591	1 636	1,2%



Le plafond global des emplois enregistre une progression globale de 1,2%. L'effort de maîtrise de la consommation des emplois a été un levier pour contenir la progression constante de la masse salariale de l'université.

Le niveau du plafond Etat était relativement stable jusqu'en 2020 du fait de campagnes d'emplois restrictives par le recrutement d'Ater sur nombre de postes vacants de titulaires enseignants. Les postes ouverts aux titulaires lors de la campagne d'emplois de 2020 impactent le plafond Etat sur les quatre derniers mois 2021. Il est important ici de savoir que la consommation des Etpt est établie sur la moyenne de l'année. En décembre, le plafond Etat s'approche de la saturation à 1 520 Etpt, les titulaires enseignants consommant 720 Etpt.

En outre, la hausse du plafond Etat s'explique pour les Biatss par le glissement, à partir de 2020 sur la base d'un travail de cartographie des emplois, de supports du plafond propre vers le plafond Etat, pour prendre en compte notamment des emplois sur missions ou renforts devenus pérennes au fil des années.

Les effectifs hors plafond Etat augmente sensiblement en revenant au niveau de 2019. Cela traduit en partie une reprise d'activité après l'épisode très marqué de crise sanitaire de 2020 et le déploiement de projets importants, notamment ERUA. Les prolongations de contrats doctorants ont dû aussi être supportées sur ce plafond.

IV-B - L'exécution budgétaire de la masse salariale :

- l'exécution globale

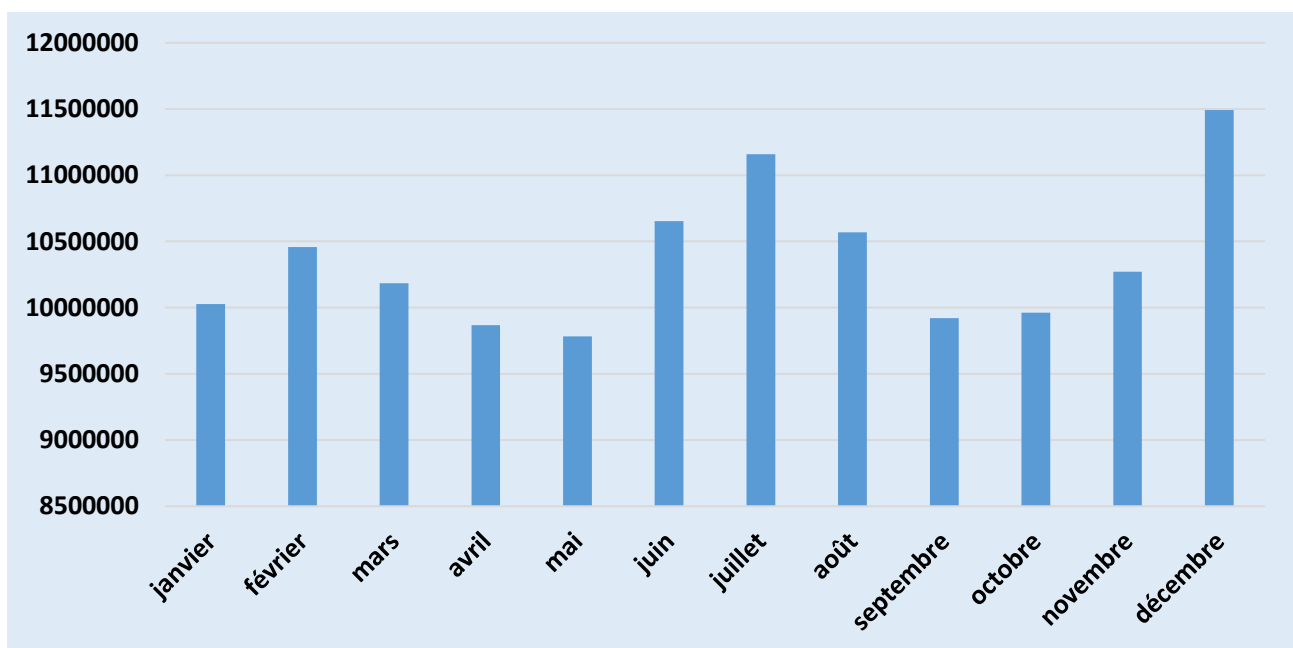
	2018	2019	2020	2021
Budget Voté (1)	119 932 560	122 053 287	122 335 943	125 712 597
dépenses de personnel (2)	118 050 402	118 814 064	119 538 599	124 340 826
autres dépenses/action sociale (3)	542 440	493 023	496 526	654 417
marge d'exécution (1-(2+3))	1 339 718	2 746 200	2 300 818	717 353
taux de consommation de la masse salariale globale	98,4%	97,4%	97,7%	98,9%

L'exercice 2021 se situe à un niveau d'exécution plus important que les années précédentes, avec une consommation de près de 99% des crédits autorisés. Il s'est aussi traduit par la nécessité d'établir un budget rectificatif afin d'abonder les lignes afférentes à la masse salariale.

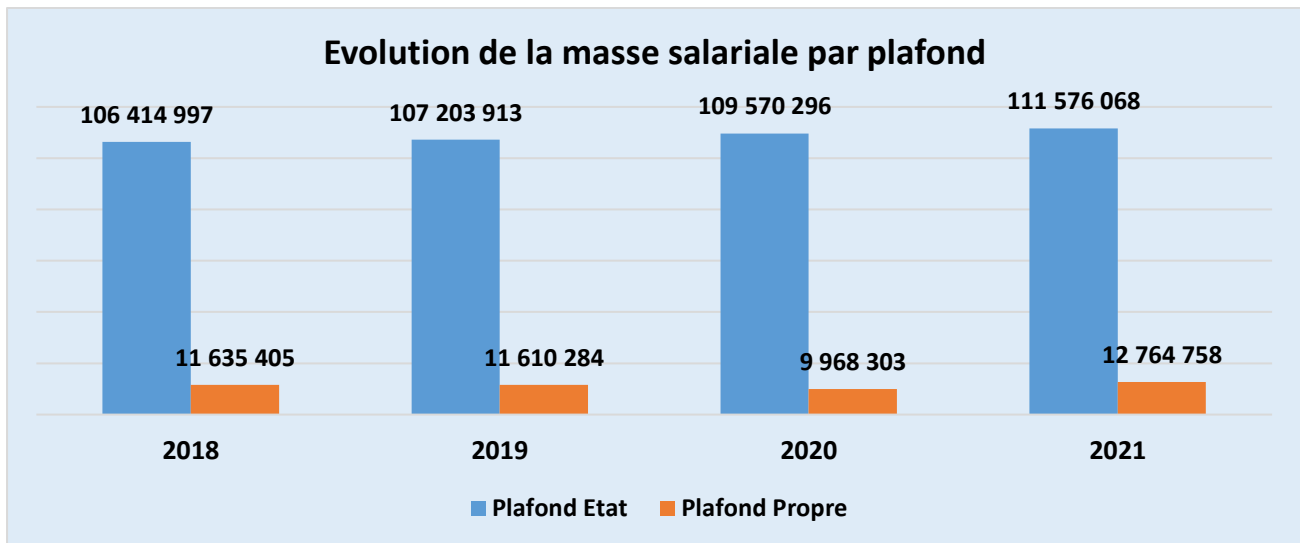
La marge d'exécution au 31 décembre représente seulement 7% d'un mois de paie. Il convient de garder à l'esprit que la prévision budgétaire en masse salariale exige de conserver une marge prudentielle afin d'assurer le traitement des agents notamment en fin d'exercice.

Cette année, à la prévision budgétaire initiale s'est ajouté un complément de SCP pour faire face à des évènements conjoncturels comme les prolongations des contrats doctoraux, des droits à chômage et des reports de paiement des chargés de cours (cf. exécution par catégorie évoquée plus bas).

- l'exécution mensuelle



- l'exécution par plafond



- l'exécution par catégorie :

	2018	2019	2020	2021	Evolution sur 4 ans
ENS titulaires	69 161 682	70 082 056	69 818 679	71 260 598	3,0%
BIATSS titulaires	26 009 368	26 243 160	26 688 592	26 336 236	1,3%
ENS contractuels	8 962 669	8 113 869	9 105 351	10 515 478	17,3%
BIATSS contractuels	8 195 094	8 326 792	8 233 521	9 388 072	14,6%
Chargés de cours	3 789 994	3 874 089	3 670 471	4 882 966	28,8%
Chômage	1 239 326	1 337 979	1 364 339	1 170 707	-5,5%
Emplois étudiants	692 269	836 119	657 645	786 770	13,7%
	118 050 402	118 814 064	119 538 599	124 340 826	5,3%

La trajectoire de la masse salariale sur quatre ans montre une progression de 5% sur la période, marquée par une hausse significative entre 2020 et 2021. Les campagnes d'emplois restrictives de 2018 et 2019 avaient ramenées la progression de la trajectoire au seul GVT (glissement vieillesse technicité). Le solde annuel du GVT de l'université génère en effet ces dernières années une hausse automatique de la masse salariale de 0,5% (environ 600 000€).

Pour 2021, la hausse de la rémunération des enseignants titulaires (+1,4M€ par rapport à 2020) s'explique par l'extension en année pleine de la campagne emplois 2020, par la revalorisation des primes d'enseignants (+650k€). S'agissant de la hausse constatée pour les contractuels Biatss et enseignants, la durée des contrats doctoraux impactés par la période de confinement a été prolongée par décision du ministère, soit une dépense supplémentaire de 580K€, un effort soutenu de l'Université a été fait dans ce même contexte par le recrutement d'Ater sur des postes

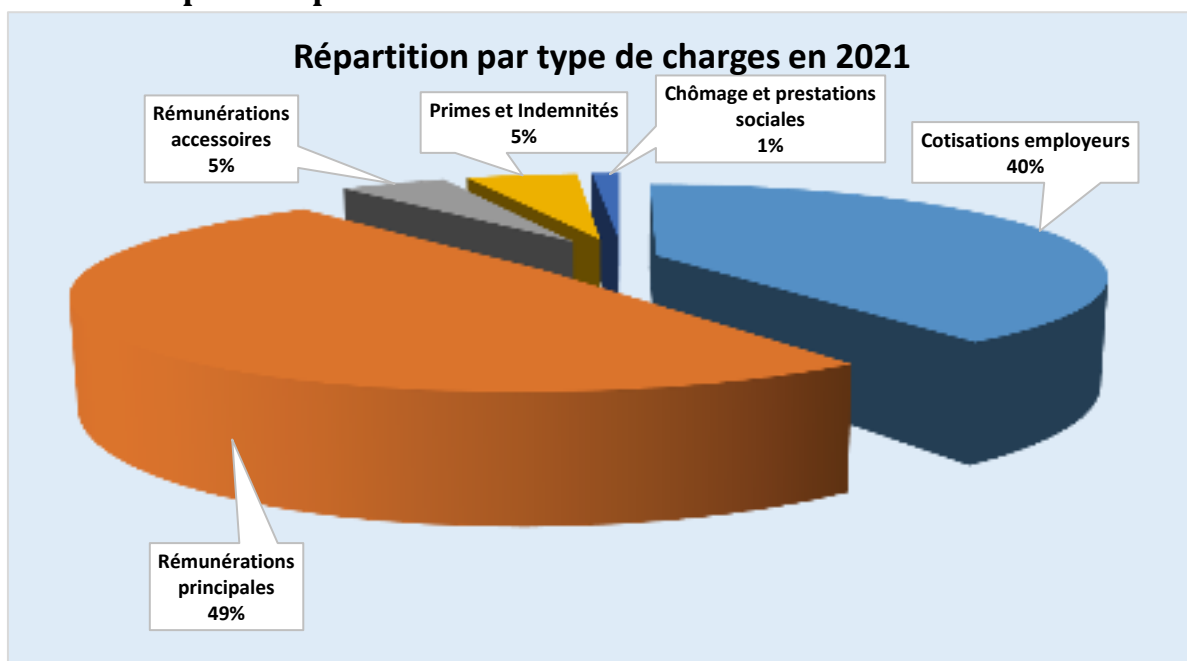
de titulaires vacants et les demandes de recrutement de contractuels Biatss en cours d'année ont été très largement acceptées. Les dépenses de rémunération des contractuels sur budgets spécifiques varient chaque année selon les ressources propres et conventions. Des projets ambitieux qui nécessitent des moyens humains, ERUA en particulier, entraînent de fait une hausse de la consommation en masse salariale.

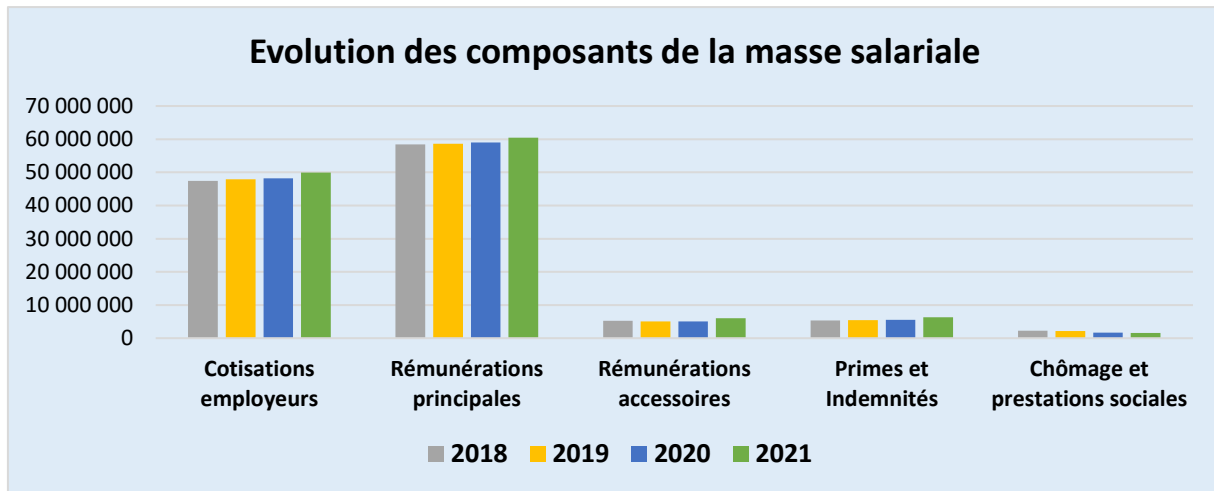
L'adhésion de notre université depuis le 1er septembre 2020 au régime d'assurance chômage au bénéfice de tous les agents non titulaires représente sur 2021 un coût de 680K€ annuel. Cette dépense nouvelle devait initialement être compensée par une diminution quasi équivalente des allocations retour à l'emploi pour les agents relevant encore du régime de l'auto-assurance. Cependant, la décision du gouvernement de prolonger de quatre mois les droits à chômage conduit à une baisse des allocations versées de seulement 190K€ (contre 600k€ estimés).

S'agissant des chargés de cours, l'année 2021 enregistre une hausse significative (+ 800k) des vacances payées aux chargés de cours au titre des années antérieures. L'application OSE dans sa deuxième année de déploiement a certainement permis, grâce à une meilleure prise en main des utilisateurs, de réduire les délais de traitement, et nombre de dossiers en retard ont fini par être pris en charge cette année. En outre, le recours aux vacances extérieures s'est accentué ces dernières années : absence de création de poste, recrutement de chargés de cours pour compenser une partie des « gels » de postes. La baisse pour 2020 était liée au contexte de crise sanitaire.

Enfin, les vacances versées aux emplois étudiants en 2021 reviennent à la moyenne observée en 2018 et 2019, 2020 ayant été une année marquée par la crise sanitaire.

- **l'exécution par composant :**





V-Indicateurs financiers

L'exercice 2021 fait état d'un excédent de 2,8 M€ qui vient confirmer le redressement des comptes de l'université observé depuis 2018. Pour rappel, après un déficit en 2017 (2,3 M€), les années suivantes ont généré un excédent en 2018 (2 M€), 2019 (2,9 M€) et 2020 (5,4M€).

L'excédent 2021 diffère de celui prévu au BR1 2021 (0,5M€). L'écart qui est de 2,3 M€ s'explique par la sous-exécution des crédits de dépenses pour 2 M€ et des recettes supplémentaires pour 0,3 M€.

Par conséquent, l'excédent comptable et notamment le montant du solde budgétaire constatés sur l'exercice 2021 sont à la fois structurels et conjoncturels.

La sous-consommation des crédits est constatée depuis plusieurs années mais est accentuée par les effets de la crise sanitaire qui ont ralenti en partie les activités.

Cette situation participe aussi à l'amélioration des indicateurs financiers constatée ces dernières années permettant à notre établissement de poursuivre la maîtrise de ses équilibres budgétaires pour assurer le financement de ses projets et de ses investissements futurs.

Indicateurs financiers clés	2017	2018	2019	2020	2021
Résultat (en M€)	-2,3	2,04	2,892	5,426	2,86
CAF (en M€)	0,17	4,16	5,346	6,774	5,48
CAF/recettes encaissables	0,1%	3,1%	3,8%	4,6%	3,2%
Fonds de roulement (en M€)	17,49	18,85	21,9	27,3	28,3
FDR : en jours de charges décaissables (minimum prudentiel entre 30 et 15 jours)	47 jours	50 jours	57 jours	72 jours	71 jours
Trésorerie (en M€)	25,77	27,04	31,878	44,93	45,6
Trésorerie : en jours de charges décaissables (minimum prudentiel entre 60 jours)	70 jours	72 jours	84 jours	119 jours	115 jours
Solde budgétaire (en M€)	-3,94	-0,238	2,803	13,385	6,98
Ratio : Masse salariale/recettes encaissement seuil d'alerte 83% de vigilance 82%	87,4%	85,5%	84,7%	84,0%	82,5%
recettes encaissables (M€)	135,2	137,87	140,86	151,94	148,6

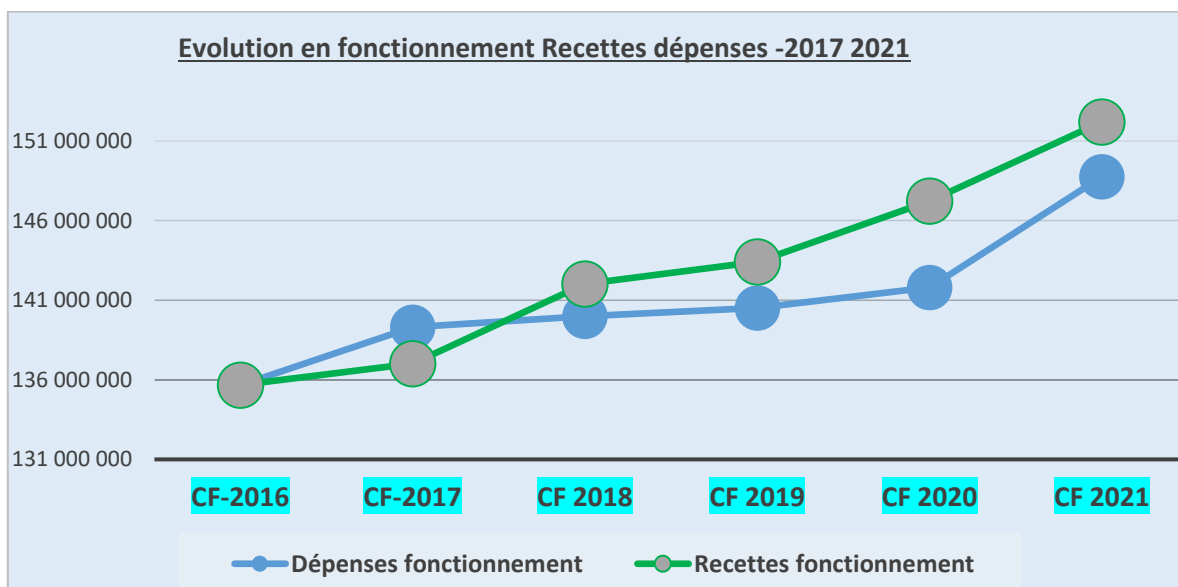
V-1- Evolution des dépenses et recettes en droits constatés selon les données comptables

	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	Variation 2021/2020	
						Montant	%
Dépenses de personnel	118 133 261	117 895 742	117 122 804	118 441 707	122 431 224	3 989 517	3,4%
Dépenses fonctionnement	21 168 010	22 091 323	23 394 491	23 356 388	25 920 265	2 563 877	11,0%
Total dépenses	139 301 271	139 987 068	140 517 295	141 798 095	148 351 488	6 553 594	4.6%
Recettes fonctionnement	137 011 438	142 028 750	143 409 261	147 224 866	151 177 586	3 952 720	2,7%

Globalement, les dépenses courantes de fonctionnement ont augmenté de près de 11% (+2,5 M€) et retrouvent les niveaux constatés avant 2020 marquée par le début de la crise sanitaire. Ainsi, les augmentations concernent les fluides (+0,6M€), le gardiennage (+1,07 M€), les charges externes (+1,7 M€), En revanche, certaines dépenses diminuent, en particulier les achats de consommables (-0.3M€) et le nettoyage (-0,2 M€).

En raison de la forte hausse des dépenses courantes de fonctionnement hors masse salariale, le ratio des dépenses de personnel comparées aux dépenses totales de fonctionnement fait état d'une diminution passant 86% en 2020 à près de 83% en 2021.

L'ensemble des charges d'exploitation y compris le personnel font état d'une hausse de 4,6% (+6,6 M€). L'évolution sur les 5 dernières années est reprise dans le graphique suivant :



L'évolution sur les 5 dernières années des principaux postes de fonctionnement courant est reprise dans le tableau suivant :

	2017	2018	2 019	2 020	2021	Variation 2021/2020	
						Montant	%
Fluides	1 387 814	1 255 876	1 454 666	699 555	1 331 993	632 438	90,4%
Achats de consommables	1 283 441	1 439 532	1 135 382	1 525 091	1 225 512	-299 579	-19,6
Frais de missions	1 597 822	1 588 740	1 403 790	329 536	499 876	170 340	51,7%
Frais de réceptions	404 423	503 553	586 957	213 135	235 754	22 619	10,6%
Gardiennage	2 111 274	3 323 283	2 554 283	1 642 297	2 711 357	1 069 060	65,1%
Nettoyage	1 001 432	1 212 978	850 205	1 004 641	860 693	-173 948	-17,3%
Entretien - Maintenance	1 341 133	1 878 453	1 557 239	1 015 327	1 127 313	111 986	11%
Documentation	1 020 768	895 168	940 648	1 026 316	1 163 483	137 167	13,4%

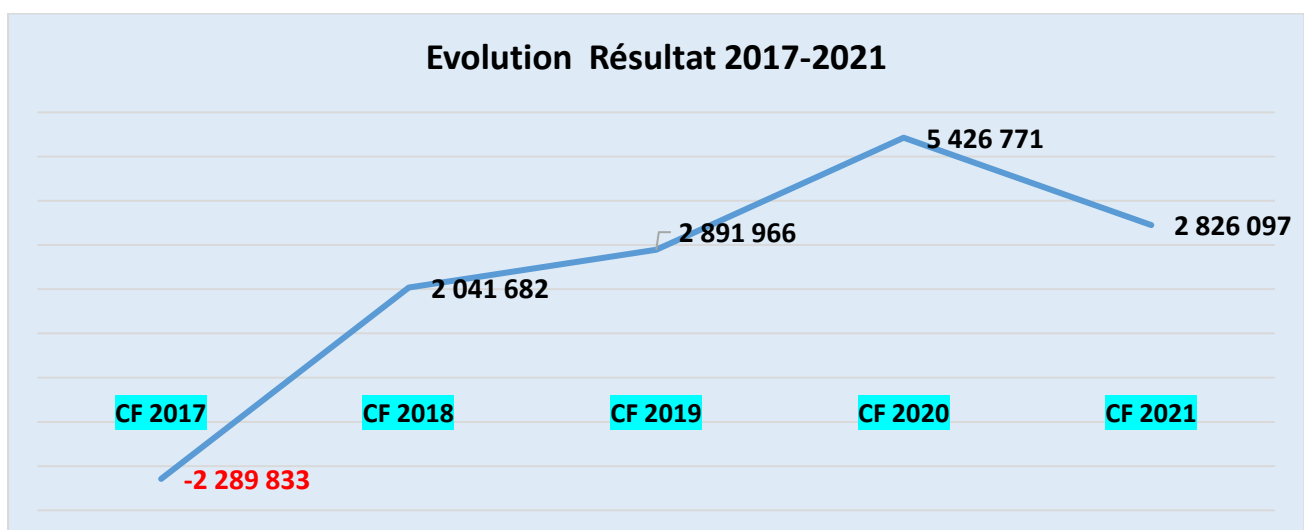
V-2 - Le résultat comptable

Etabli en droits constatés suivant les règles de comptabilité générale, le résultat comptable fait état de la différence entre les charges et les produits constatés dans le compte de résultat durant l'année civile écoulée. Il tient compte des engagements pris et reçus quelle que soit leur issue en termes de flux réels de trésorerie. Il tient compte aussi de la dépréciation des immobilisations (amortissements), laquelle ne donne lieu à aucun décaissement.

Le résultat comptable 2021 s'établit à 2,8 M€, soit une diminution de 2,5 M€ par rapport à 2020 dont le résultat était de +5,4 M€. Ce résultat intègre le bilan de notre établissement et devient une ressource qui vient augmenter le fonds de roulement.

Le tableau et le graphique suivants illustrent ses composants constatés en 2021 et son évolution les 5 dernières années :

CHARGES	Prévision	Exécution	PRODUITS	Prévision	Exécution
Personnel	125 712 597	122 431 224	Subventions de l'Etat	130 881 634	128 190 778
			Fiscalité affectée (dont CVEC)	1 815 583	1 619 048
Fonctionnement	25 597 443	25 920 265	Autres subventions	2 438 389	4 074 757
			Autres produits	16 717 118	17 293 002
S/Total	151 310 040	148 351 488	S/Total	151 852 724	151 177 586
Résultat : Excédent	542 684	2 826 097	Résultat : Déficit	-	-
Total des charges	151 822 724	151 177 586	Total des produits	151 852 724	151 177 586

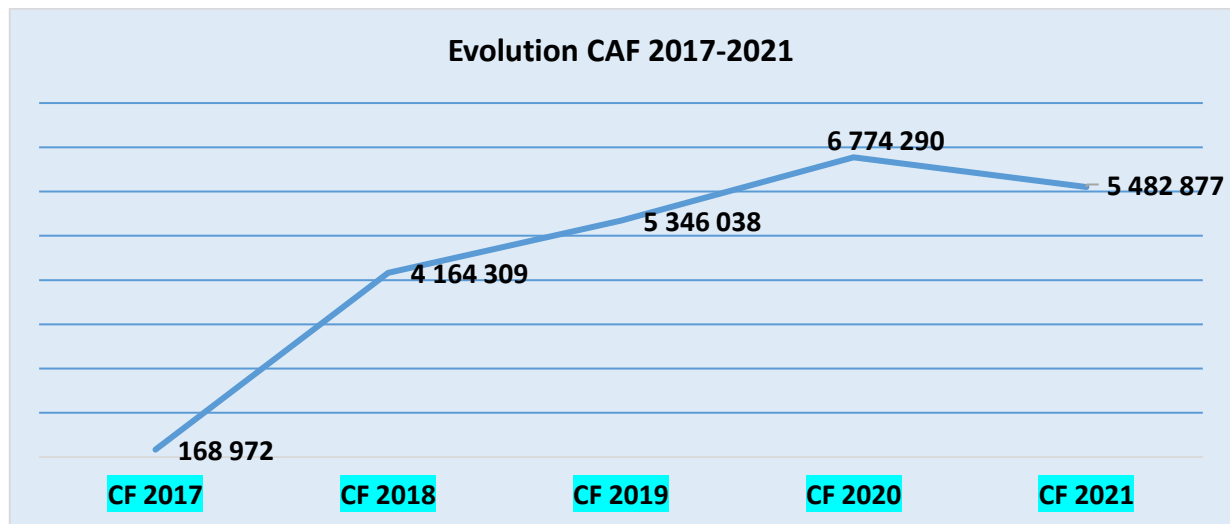


V-3 - La Capacité d'Autofinancement (CAF)

Elle s'élève à + 5,4 M€ contre 6,8 M€ en 2020. Son montant est constitué du résultat de l'exercice augmenté des dotations nettes aux amortissements et aux provisions. Elle a vocation à couvrir les besoins de financement des investissements de l'année écoulée et/ou constituer une épargne pour financer des besoins et projets futurs. Ainsi, pour l'année 2021, la CAF a permis de couvrir intégralement le besoin complémentaire de financement des investissements de la période soit 1 M€ au regard des dépenses d'investissement s'élevant à 7,2 M€ dont 0,4 M€ pour régularisation des opérations d'inventaire des immobilisations. Le surplus restant soit 1 M€ vient augmenter le fonds de roulement de notre établissement.

Le tableau et le graphique suivants résument les composants de la CAF constatés en 2021 et son évolution les 5 dernières années :

	Prévision	Exécution
Résultat de l'exercice : Excédent	+ 542 684	+2 826 097
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 100 000	6 272 893
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 700 000	3 616 114
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-
- quote-part des subv d'invest. virée au résultat de l'exercice	-	-
= CAF ou IAF*	2 942 684	5 482 877



V-4 - Le Fonds de Roulement (FR)

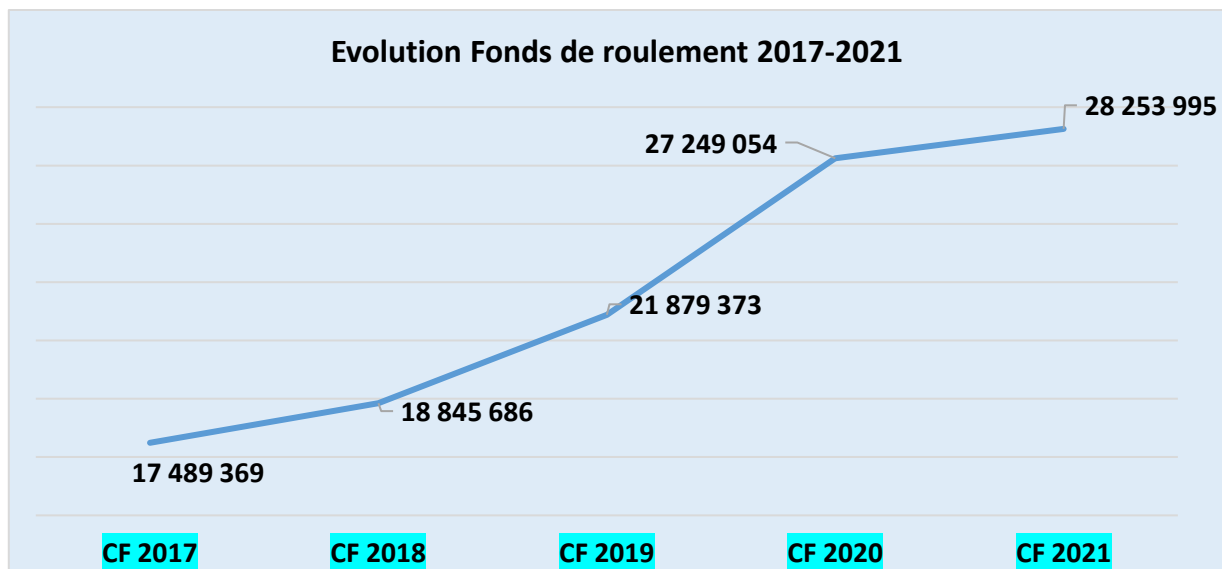
Avec 28,2 M€ contre 27,2 M€ en 2020, le montant du fonds de roulement couvre l'équivalent de près de 71 jours de charges décaissables contre 72 jours en 2020. Conséquence d'un excédent et d'une CAF à un niveau raisonnable, le fonds de roulement progresse par rapport à 2020.

Son abondement régulier est nécessaire pour garantir le financement des investissements et constituer des réserves nécessaires pour garantir la soutenabilité budgétaire.

Le montant du fonds de roulement est dégagé à travers les comptes du bilan et constitue le surplus des ressources durables restant après financement des investissements.

C'est un des indicateurs essentiels pour mesurer les équilibres financiers et le niveau de soutenabilité budgétaire.

Il doit être évalué aussi au regard des engagements financiers pris mais non encore traduits au niveau budgétaire et comptable. Son évolution est en nette amélioration sur les 4 dernières années :



V-5 - Le besoin de fonds de Roulement (BFR)

Il mesure les ressources financières dont dispose notre établissement pour couvrir le besoin de financement qui résulte des décalages des flux de trésorerie entre les décaissements et les encaissements.

Son montant correspond à la différence entre les créances (actifs circulants) et les dettes à court terme à l'égard des tiers et doit normalement être structurellement négatif. Il s'élève en 2021 à -17,3 M€ quasi équivalent à l'an dernier (-17,7 M€). Cette amélioration sensible est la conséquence aussi de l'amélioration des autres indicateurs, principalement le fonds de roulement.

V-6 - Le solde budgétaire

Le solde budgétaire s'établit à +6,9 M€ contre +2,8 M€ de résultat comptable. Ce grand écart s'explique par les modalités de calcul propres à chacun de ces deux agrégats. En effet, à la différence du compte de résultat comptable qui prend en compte toutes les opérations avec ou sans flux de trésorerie propres à l'exercice concernant uniquement la section de fonctionnement, le solde budgétaire prend en compte toutes les opérations concernant aussi bien la section de fonctionnement que la section d'investissement ayant une incidence effective sur la trésorerie de l'exercice et comprenant aussi des opérations des exercices antérieurs. Le solde budgétaire correspond ainsi à la différence entre toutes les recettes et les dépenses effectivement décaissées ou encaissées durant l'année écoulée.

Dépenses					Recettes		
Libellé	Prévision		Exécution		Prévision	Exécution	Libellé
	AE	CP	AE	CP			
Personnel	125 712 597	125 712 597	124 995 244	124 995 244	148 266 677	149 607 960	Recettes globalisées
Fonctionnement	21 528 651	20 497 443	21 265 070	16 243 061	1 995 195	5 308 965	Recettes fléchées
Investissement	19 561 658	10 169 210	18 524 146	6 998 329			
Total des dépenses	166 802 906	156 379 250	164 784 459	147 936 633	150 281 872	154 916 925	Total des recettes
Excédent				6 980 292	-6 097 378		Déficit

On peut constater que les inscriptions budgétaires ont prévu un solde négatif de 6,1 M€ alors que l'exécution des crédits dégage finalement un solde budgétaire positif de 6,9 M€. Cette situation illustre le fort décalage des prévisions avec la réalisation des crédits et nous incite à améliorer la préparation budgétaire pour que les inscriptions budgétaires soient plus proches de l'exécution effective des crédits.

V-7 - La trésorerie

La trésorerie s'élève à 45,6M€ contre 44,9M€ en 2020 et représente près de 115 jours de charges décaissables.

Le niveau élevé de la trésorerie à la clôture de l'exercice 2021 est la conséquence de la sous-consommation des crédits CP et des reports de paiements pour environ 4,5 M€ au titre des restes à payer. Ces derniers impactent l'exercice suivant 2022 avec des paiements régularisés courant le premier semestre.

Aussi, certains financements sont versés à titre d'avances alors que les dépenses qui en découlent ne sont pas encore réalisées. Enfin, la situation du fonds de roulement explique en partie le montant de la trésorerie.

A l'image des autres indicateurs financiers, le tableau suivant illustre l'amélioration du niveau de la trésorerie sur les 5 dernières années :

